

Interpellation du Conseiller communal Philippe BOIKETE sur la revalorisation des chèques-repas de 8 à 10 EUR

En 2021, le Gouvernement régional et les organisations syndicales ont conclu le protocole d'accord 2021/01 relatif à la revalorisation salariale 2021-2025. Cet accord, appelé à être reconduit en 2026, prévoit dans sa Branche 4 une enveloppe de 10,8 millions d'euros pour financer une aide de 3 EUR par ETP destinée à l'octroi de chèques-repas dans la fonction publique locale.

Or, dans le plan triennal présenté lors du Conseil communal de décembre, les crédits budgétaires consacrés aux chèques-repas des travailleurs communaux passent de 1,5 million d'euros en 2025 à 1 million en 2026, soit une diminution de 500 000 EUR. Cette réduction est difficilement justifiable, alors que la Région renforce son soutien pour préserver le pouvoir d'achat des agents de la fonction publique locale.

Il est essentiel que la contribution régionale vienne s'ajouter à l'effort communal, et non le remplacer. Les travailleurs doivent bénéficier pleinement de cette mesure, conformément à l'esprit du protocole.

Mes questions sont donc les suivantes :

1. Comptez-vous augmenter la valeur des chèques-repas des travailleurs communaux pour atteindre 10 EUR, sans augmenter la contribution des travailleurs ?
2. Comment expliquez-vous la baisse de 500 000 EUR prévue en 2026 dans le dispositif budgétaire consacré aux chèques-repas, alors que la Région met à disposition des moyens supplémentaires ?
3. Pouvez-vous garantir que l'intégralité du subside régional sera utilisée pour améliorer le pouvoir d'achat des agents, et non pour réduire la contribution communale ?

Alors que la Région investit pour renforcer le pouvoir d'achat des agents, pourquoi la Commune choisit-elle de réduire son effort ? Les travailleurs ne doivent pas être les victimes d'un jeu d'équilibre budgétaire.